



Fédération de la Formation Professionnelle

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 27 juin 2013

### **Programme ambitieux pour les élus de la FFP lors du séminaire stratégique du 20 juin dernier avec, en particulier, l'appropriation de la nouvelle mission confiée à la FFP par le Ministère du Redressement productif et le Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social**

Jean WEMAËRE, Président de la Fédération de la Formation Professionnelle (FFP) a réuni les administrateurs et les Présidents des Groupes régionaux le jeudi 20 juin dernier pour leur séminaire stratégique annuel.

Trois thèmes au programme :

- | les perspectives de l'emploi en France à horizon 2020,
- | les travaux de recherche confiés par la FFP à une doctorante sur l'innovation pédagogique et
- | le nouveau mandat 'Capital humain et formation professionnelle, investissements pour la compétitivité' que la FFP a reçu du Ministère du Redressement productif et du Ministère du Travail, de l'Emploi de la Formation professionnelle et du Dialogue social

Alors que s'ouvrait « la Grande Conférence Sociale pour l'Emploi », la première partie de la journée a été consacrée à l'emploi en France. Pascal BAUMGARTEN, directeur associé de McKinsey France a partagé les conclusions de l'étude publiée en 2012 – « **l'emploi en France : cinq priorités d'action d'ici 2020** ». Cette étude constate, en particulier, une inadéquation entre l'offre et la demande de main d'œuvre qui fragilise l'emploi mais aussi une dégradation à l'horizon 2020 de l'inadéquation des niveaux d'étude : il manquera 2.2 millions de diplômés Bac + et 2.3 millions de postes/emplois pour les actifs non bacheliers. Parmi les recommandations, il faut assurer la montée en compétences, avoir davantage recours à la formation continue et l'envisager comme un moyen de développer l'employabilité et la mobilité externe.

Les élus de la FFP ont pu, ensuite, échanger avec Catherine MOUGIN, doctorante, à qui la FFP a confié un travail de **recherche** sur '**l'analyse des innovations pédagogiques de 1985 à 2015 en France et au Québec - perspectives historiques, pédagogiques et technologiques**' en co-tutelle avec le Centre de Recherche en Education & Formation dirigé par Philippe CARRE à l'Université Paris Ouest-Nanterre et avec l'Université de Laval au Québec. Les travaux sont prévus sur 18 mois en France et 12 mois au Québec. Catherine MOUGIN devrait soutenir sa thèse fin 2015.

Enfin, le 3<sup>e</sup> temps de ce séminaire a été consacré à la présentation du nouveau mandat confié à la FFP par le Ministère du Redressement productif et le Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social : **'Capital humain et formation professionnelle, investissements pour la compétitivité'** dans le prolongement du colloque du 18 février dernier. C'est Jean-Claude DUPUIS, professeur en Sciences de gestion et Responsable de l'Ecole de l'Immatériel qui a présenté le plan d'action qui poursuit deux objectifs:

- | Accompagner les investissements des entreprises dans la formation professionnelle sous ses différentes formes et pour l'ensemble de ses salariés afin que ces dépenses soient identifiées comme des investissements, plutôt que comme des charges ;
- | Créer des outils destinés aux PME pour lesquels le développement des compétences est un enjeu fort permettant d'évaluer et rendre visibles leurs efforts en formation.

Les élus de la FFP ont pu s'approprier les enjeux et enrichir la mise en œuvre de ce plan d'action, qui s'articulera autour de cinq mesures :

- | Diffuser au plus grand nombre d'entreprises les outils nécessaires à la valorisation de la formation professionnelle, développer les compétences et consolider les indicateurs de suivi de cet effort au niveau national ;
- | Aider les entreprises à mieux valoriser les dépenses affectées aux ressources humaines en leur permettant de les considérer comme des investissements qui doivent notamment pouvoir faire l'objet d'amortissements comptables ;
- | Mettre en évidence le lien entre formation et performance économique des entreprises ;
- | Accompagner le développement de l'innovation pédagogique et l'innovation dans le développement des compétences par l'e-éducation et les parcours 100% à distance ;
- | Faire du développement des compétences un facteur permettant de faciliter l'accès aux crédits et aux investissements des PME.

Pas moins d'une dizaine de groupes de travail multipartites (DGCIS, DGEFP, syndicats patronaux et salariés, OPCA, entreprises, ARF...) vont être mobilisés et les adhérents de la FFP seront au rendez-vous pour animer et faire avancer ce grand chantier avec des déclinaisons régionales d'ores et déjà programmées.

PJ : Lettre de mission DGCIS/DGEFP

**Contact Presse : Yasmine Boulos- 01 44 30 49 16- [yboulos@ffp.org](mailto:yboulos@ffp.org)**

La FFP (Fédération de la Formation Professionnelle), organisation professionnelle créée en 1991, fédère et représente plus de 400 organismes de formation privés et leurs 2000 établissements. Depuis vingt ans au service de la représentation et de la promotion de l'offre privée de formation – qui couvre près des ¾ des besoins du marché-, la FFP place, au cœur de son action, le développement du professionnalisme de ses adhérents. Acteur majeur du secteur (avec un chiffre d'affaire cumulé de 1.5 milliard d'euros par an), elle agit au plus près des réseaux de décideurs et participe à la détermination des grandes orientations de la formation professionnelle.